

Le Burkina et la France ciblés à Ouagadougou

Une double attaque terroriste contre l'armée burkinabée et l'ambassade française a fait au moins huit morts

OUAGADOUGOU - *correspondance*

Tout est mort à l'intérieur. Les corps sont complètement calcinés. Cet ancien gendarme, qui souhaite garder l'anonymat, est sorti de l'état-major général des armées burkinabées profondément choqué, vendredi 2 mars au soir à Ouagadougou. A l'intérieur, il y avait ses frères d'armes. Il en a vu certains étendus sur le sol dans un bâtiment brûlé dont s'échappait une épaisse fumée noire plombant le ciel de la capitale du Burkina Faso.

Deux kilomètres plus loin sur l'avenue de l'Indépendance, en plein centre-ville, des tirs nourris ont également visé l'ambassade de France. Une attaque simultanée qui a entraîné la mort de huit membres des forces de défense burkinabées et fait plus de 80 blessés, selon un bilan provisoire dressé par le gouvernement dans la soirée de vendredi. Des sources citées par l'AFP évoquent même une trentaine de morts. Huit assaillants auraient aussi été abattus.

« Notre pays a été de nouveau la cible (...) de forces obscurantistes », a dénoncé, vendredi soir, le président burkinabé Roch Marc Christian Kaboré, tandis que le chef de l'Etat français, Emmanuel Macron, affichait « la détermination et le plein engagement de la France, aux côtés de ses partenaires du G5 Sahel, dans la lutte contre les mouvements terroristes ».

Pour l'heure, ces attentats coordonnés n'ont pas été revendiqués mais deux mouvements terroristes sont soupçonnés d'en être à l'origine. D'une part, le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans, la nouvelle coalition d'Al-Qaida au Maghreb islamique créée en 2017, et, d'autre part, l'Etat islamique dans le Grand Sa-

hara, dirigé par Adnan Abou Walid Al-Sahraoui. Depuis plus de deux ans, ces deux organisations multiplient les attaques au Sahel, avec un objectif clair: transformer le désert ouest-africain en poudrière incontrôlable.

Emploi d'explosifs

La double attaque a commencé vendredi matin sur les coups de 10 heures. « Des assaillants ont commencé à tirer sur l'ambassade de France. Quelques minutes après, un autre groupe, de manière coordonnée, s'est attaqué à l'état-major général des armées », raconte le ministre de la sécurité, Clément Sawadogo. Une réunion relative au G5 Sahel est alors en cours dans le bâtiment. « Cette réunion était peut-être ciblée, nous n'en savons rien pour le moment », estime Clément Sawadogo. Par chance, le lieu de la rencontre a changé à la dernière minute avant l'attaque, ce qui a sans doute permis de sauver des vies.

Pour pénétrer dans l'enceinte de l'état-major, les assaillants ont employé des explosifs. Une technique encore jamais utilisée lors des deux attentats qui ont déjà endeuillé Ouagadougou, le 15 janvier 2016 (30 morts) et les 13 et 14 août 2017 (18 morts). « Ils sont arrivés par l'entrée de derrière. Ils ont commencé par tirer sur les sentinelles postées devant la double porte. C'est comme ça qu'ils ont fait entrer leur véhicule, bourré d'explosifs. Une fois arrivés sur le parking interne de l'état-major, ils ont fait sauter leur véhicule. Cela a créé une brèche dans un des murs, qui leur a permis de pénétrer à l'intérieur du bâtiment », détaille une source sécuritaire.

Pour la première fois, les assaillants portaient des tenues militaires. « Nous ne savons pas encore comment ils se les sont procu-

rés », explique le colonel Jean-Arthur Diasso, directeur de la communication du ministère de la défense, tout en rappelant qu'un magasin d'habillement militaire a été cambriolé à Ouagadougou en mars 2017. Quelque 400 uniformes avaient été volés.

Depuis quelques semaines, l'état-major avait complètement revu son dispositif sécuritaire, troquant ses barricades de fortune contre de solides remparts grillagés encadrant tous les murs du bâtiment. Devant la porte principale, une guérite avait aussi été installée. Les autorités avaient-elles reçu des alertes faisant état de possibles attaques en préparation contre l'état-major? La question reste pour l'heure en suspens. Vendredi soir, le décompte et l'identification des victimes se poursuivaient. Le parquet de Ouagadougou a ouvert une enquête.

« Le ventre mou du Sahel »

Ce double attentat survient tandis que se déploie la force du G5 Sahel associant cinq pays de la région (Mali, Burkina Faso, Niger, Mauritanie, Tchad), soutenus en particulier par Emmanuel Macron, en complément de l'opération française « Barkhane ». « La montée en puissance du G5 Sahel perturbe les terroristes (...). Cette attaque correspond à des représailles de la part des groupes armés à la suite des pertes qu'ils ont subies sur le front », explique le colonel Diasso. D'après nos informations, les groupes djihadistes ont reçu la consigne d'« empêcher le déploiement des forces du G5 à tout prix ».

« La montée en puissance du G5 Sahel perturbe

les terroristes »

JEAN-ARTHUR DIASSO
directeur de la communication
du ministère de la défense

Si le G5 Sahel est bien la cible de ces assauts, pourquoi attaquer le Burkina Faso en particulier? « C'est le ventre mou de la sous-région, estime une source diplomatique. Les assaillants n'auraient pas pu mener une telle attaque à Niamey [capitale du Niger] ou Bamako [capitale du Mali] car ces villes sont plus sécurisées. »

Au Burkina Faso, cette double attaque simultanée marque une rupture, en raison de sa préparation minutieuse, de son mode opératoire et des cibles ultrasécurisées qu'elle visait. « Jusqu'à

aujourd'hui, les attaques qui ont eu lieu dans le pays étaient plutôt amatrices. Cette évolution est très inquiétante, poursuit notre source. Cela montre que les assaillants n'ont peur de rien. »

Jusqu'à l'attentat du 15 janvier 2016 contre le café-restaurant Le Cappuccino, à Ouagadougou, le Burkina Faso considérait le terrorisme comme un phénomène étranger, frappant ses voisins mais épargnant sa population. Depuis cette date, le terrorisme a passé la frontière. Au fil des mois, les attaques se font faites plus fréquentes, plus sophistiquées et le nombre de morts toujours plus important. En octobre 2017, le gouvernement avait dressé un bilan de 80 attaques terroristes ayant tué 133 personnes depuis 2015. L'attentat du 2 mars vient alourdir ce chiffre dans un pays qui semble avoir rejoint ses voisins maliens et nigériens au cœur de la poudrière sahélienne. ■

MORGANE LE CAM

Inquiétudes au sujet de l'otage française Sophie Pétronin au Mali

JUSQU'À PRÉSENT, le président Emmanuel Macron avait été épargné par l'épineuse question des otages français détenus à l'étranger. La diffusion, dans la nuit du jeudi 1^{er} au vendredi 2 mars, d'une vidéo de Sophie Pétronin, enlevée le 24 décembre 2016 à Gao, dans le nord du Mali, lors d'une mission d'aide aux orphelins, a ravivé l'inquiétude sur la santé de cette bénévole de 75 ans. Non datée, cette courte vidéo, diffusée par le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans, interroge également sur la doctrine de l'actuel gouvernement en matière d'otages à l'étranger et notamment sur le paiement de rançons.

Les autorités françaises étaient restées sans nouvelles de M^{me} Pétronin jusqu'en juillet 2017, lorsque la principale alliance djihadiste du Sahel, liée à Al-Qaïda, a revendiqué son rapt ainsi que celui de cinq autres étrangers enlevés au Mali et au Burkina

Faso entre 2011 et 2017. Accusée « d'utiliser son travail humanitaire pour convertir les musulmans du Mali aux croyances corrompues des Français », elle n'avait, depuis, plus été entendue ni vue. Elle est aujourd'hui la seule détenue française dans le monde.

« La plus stricte discrétion est de rigueur » Joint vendredi par *Le Monde*, son mari, Jean-Pierre Pétronin, a constaté que « l'investissement des autorités n'était pas le même selon que vous soyez journaliste ou soutenu par des grands groupes, comme d'autres ex-otages ». M^{me} Pétronin travaillait comme bénévole pour une association suisse. « A Berne, ils nous ont donné un numéro de téléphone tout en nous disant que c'était le Quai d'Orsay qui centralisait l'information », a ajouté M. Pétronin.

Mais le grief de la famille de l'otage porte sur l'ignorance dans laquelle elle estime

être tenue. « On comprendrait qu'ils nous disent qu'il y a des choses qu'ils ne peuvent pas nous dire pour des raisons de secrets ou qu'ils nous demandent de garder le silence sur des éléments confidentiels. Mais depuis un an, ils ne disent juste rien », explique le mari de M^{me} Pétronin. Il assure même ne rien connaître de la doctrine française sur la stratégie. Intervention armée ou négociation rémunérée ? « Sur le paiement de rançon, dit-il, le ministre des affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, nous a indiqué que le gouvernement ne ferait pas grand-chose dans cette direction, sans en dire davantage. »

Contacté, le Quai d'Orsay est resté laconique, assurant « que la plus stricte discrétion [était] de rigueur » et que « l'Etat [était] mobilisé et [était] en contact avec la famille ». L'Elysée n'a pas souhaité répondre sur la doctrine française en matière d'otages. ■

JACQUES FOLLOROU